



NOTICE DE PRESENTATION

Modification simplifiée n°1
PLU de la commune déléguée de
Macot-la-Plagne

SEPTEMBRE 2025

Approbation du PLU le 4 novembre 2019

Approbation de la modification de droit commun n°1 le 4 avril 2023

Approbation de la révision allégée n°1 le 4 avril 2023

Approbation de la modification de droit commun n°2 le 1^{er} juillet 2025



SOMMAIRE

1. Préambule	3
1.1. Objet de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune déléguée de Macot-la-Plagne.....	3
1.1.1. Procédures antérieures.....	3
1.1.2. Contexte et motifs de la procédure de modification simplifiée	4
1.2. La procédure de modification simplifiée.....	8
1.3. Les pièces composant le dossier de modification simplifiée du PLU	8
2. Les évolutions réglementaires du PLU	9
2.1. Modification du règlement écrit de la zone NCa	9
2.2. Modification du règlement graphique de la zone NCa	13
3. Compatibilité avec les documents supra-communaux.....	15
3.1. Compatibilité avec le SCoT Tarentaise-Vanoise	15
3.2. Compatibilité avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027.....	15
3.3. Prise en compte du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.....	16
3.4. Conformité au Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRm).....	17

1. PREAMBULE

1.1. **Objet de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune déléguée de Macot-la-Plagne**

1.1.1. **Procédures antérieures**

La commune déléguée de Macot-la-Plagne a approuvé son Plan Local d'Urbanisme le 4 novembre 2019 par la délibération n°2019-285.

Par la suite une première modification de droit commun et une révision allégée ont été réalisées pour objet de permettre la réalisation d'un projet de télécabines sur le secteur de la Roche de Mio. Ces dernières ont été approuvées par délibération le 4 avril 2023. Plus récemment, le 1^{er} juillet 2025, une modification de droit commun n°2 a été approuvée afin de permettre la réalisation d'un projet d'aménagement touristique au Col de Forcle.

La commune déléguée de Macot-la-Plagne est actuellement engagée dans une autre procédure de modification du PLU :

- une modification de droit commun n°3, en lien avec le projet de résidence pluri-générationnelle (prescrite par l'arrêté 2024-505 en date du 25/11/2024).

La présente procédure de modification simplifiée a pour objectif d'adapter la zone « NCa » du règlement graphique du PLU, ainsi que sur le règlement écrit afférent à ce secteur afin de régulariser l'emprise de la carrière de la Plagne.

1.1.2. Contexte et motifs de la procédure de modification simplifiée

La commune déléguée de Macot la Plagne est concernée par une exploitation de carrière. Il s'agit de la carrière appartenant à la société Carrières de la Plagne (aujourd'hui SARL CARRIERE DE LA PLAGNE) située au lieu-dit « La Plagne ». et « Plante Melay ».

Les parcelles concernées par ce gisement de roches siliceuses et quartzites sont la propriété de la commune de Macot la Plagne. Ainsi, depuis le 6 mai 1977 une convention entre la commune et une société privée existe afin d'accorder à cette dernière un droit exclusif d'exploitation des matériaux présents sur ces terrains.

L'exploitation de cette carrière a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 1^{er} aout 1984, pour une durée de 30 ans.

Le 15 mars 2005, la carrière a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire portant interdiction d'exploiter une zone d'une surface de 8 540 m², localisée à l'Est de la carrière (parcelle n°1390-lieu-dit « La Plagne ») et comprise dans le périmètre d'un site archéologique.

Le 14 novembre 2011, par une délibération, le conseil municipal de la commune de Macot la Plagne a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

L'autorisation d'exploiter la carrière est arrivée à échéance en 2014. Au cours de l'instruction du dossier de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière, les services de la DREAL ont mis en évidence une discordance entre l'emprise réelle de la carrière et sa représentation graphique au sein du PLU de 2011 et la nécessité d'effectuer une modification afin de corriger cette erreur matérielle.

Cette incohérence avait déjà été signalée par le préfet de la Savoie dans un courrier adressé au maire le 13 décembre 2010. Il précisait alors que :

« Afin de prendre en compte les spécificités liées à la carrière et permettre les extensions futures de ce site, le périmètre associé aux parcelles exploitées par la carrière devra être reporté sur le plan de zonage et être indicé « N/carrière » ou « N comportant un indice spécifique à la carrière » (pour éviter toute confusion avec l'indice « Nc »- camping déjà affecté) et un règlement spécifique associé au zonage de la carrière devra être rédigé. »

En conséquence, le 17 décembre 2014, par arrêté n°2014-253, a été prescrit la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Macot la Plagne. **Cette procédure consistait donc à rectifier l'erreur matérielle présente dans la représentation graphique et ainsi régulariser l'emprise réelle de la carrière de la Plagne, et ce conformément à l'avis de l'Etat émis lors de l'arrêt du projet de PLU en décembre 2010.**

Cette modification simplifiée n°2 du PLU de Macot la Plagne a été approuvée le 02 mars 2015. Elle a permis d'ajuster le zonage de manière à intégrer correctement le périmètre d'exploitation de la carrière. Vous trouverez ci-dessous le changement de zonage effectuée :



Zonage du Plan Local d'Urbanisme (approuvé le 14 novembre 2011)



Zonage de la modification simplifiée (approuvée le 02 mars 2015)

Avertissement : il s'avère après analyse qu'il existe un décalage parcellaire dans le document graphique de 2015 (ce décalage est explicité dans la partie 2.2 de la présente notice)



Comparaison entre le zonage de 2011 et celui de 2015

Par arrêté préfectoral en date du 8 décembre 2014, la société Carrières de la Plagne a obtenu une prolongation de son autorisation d'exploitation pour une durée de 27 mois.

Le 18 mai 2015, l'exploitant et la commune de Macot la Plagne, propriétaire des parcelles, ont renouvelé, via une convention, la mise à disposition de ces terrains en vue de l'exploitation d'un gisement de sable siliceux et quartzite. Cette convention a été signée pour une durée de 20 ans.

Le 5 mars 2018, un arrêté préfectoral a été pris afin d'autoriser la SARL CARRIÈRES DE LA PLAGNE à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable et graviers, située aux lieux-dits « La Plagne » et « Plante Melay », sur le territoire de la commune de Macot la Plagne, commune déléguée de la commune nouvelle de La Plagne Tarentaise (arrêté préfectoral du 10 novembre 2015). Cette autorisation, portant renouvellement et

extension d'autorisation d'exploitation, a été délivrée pour une durée de 20 ans à compter de la date de notification de l'arrêté.

Par délibération en date du 4 novembre 2019, le conseil municipal de La Plagne Tarentaise a approuvé le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune déléguée de Macot la Plagne, actuellement en vigueur. Ce document prévoit bien une zone Nca, correspondant à une « zone naturelle destinée à l'exploitation de carrière ». Toutefois, cette zone ne reflète pas l'emprise réelle de la carrière. En effet, le règlement graphique du PLU ne prend pas en compte le périmètre tel qu'approuvé dans le cadre de la modification simplifiée n°2 adoptée en 2015.



Zonage de la modification simplifiée (approuvée le mars 2015)



Zonage du Plan Local d'Urbanisme (approuvé le 4 novembre 2019)



Comparaison entre le zonage de 2015 et celui de 2019

Le 8 août 2022, une demande de cessation partielle d'activité a été déposée par l'exploitant, portant sur la partie sud du site de la carrière, soit une superficie d'un peu plus de 10 400 m². Cette cessation est effective depuis avril 2023.

En 2024, la société SARL CARRIÈRES DE LA PLAGNE a fait part à la commune de son intention de solliciter une modification des conditions de remise en état de la carrière. L'objectif est de procéder au remblaiement de la fosse existante à l'aide de matériaux inertes provenant de l'extérieur du site, conformément notamment aux dispositions de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.

Dans ce cadre, et afin de permettre à l'exploitant de déposer son dossier auprès des services de l'État, un avenant n°2 à la convention du 18 mai 2015 a été établi. Il a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 3 décembre 2024, puis signé par la commune le 10 décembre 2024. Par cet avenant, la commune, en sa qualité de propriétaire des terrains, a donné son accord pour le dépôt de la procédure administrative nécessaire au remblaiement de la fosse, sous réserve de l'instruction du dossier par les services compétents de l'État.

En conséquence, **le 28 février 2025**, la SARL CARRIÈRES DE LA PLAGNE a officiellement déposé auprès de la DREAL un dossier de demande d'autorisation d'extension et de remise en état du site.

Le projet de remblaiement poursuit les objectifs suivants :

- Mettre le site en sécurité de façon pérenne,
- Favoriser l'intégration paysagère de la carrière en recréant le profil topographique initial du terrain et en reconstituant l'état naturel boisé d'avant exploitation,
- Proposer un site d'accueil pour les déchets inertes issus des chantiers locaux de terrassement,

Afin d'obtenir la modification de l'arrêté préfectoral, les services de l'État ont précisé que, parallèlement au dépôt du dossier de demande de modification des conditions de remise en état, une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune déléguée de Macot la Plagne devait également être engagée. En effet, il est indispensable d'intégrer au PLU le périmètre des parcelles concernées par l'exploitation de la carrière, en y associant un règlement spécifique adapté au projet de remblaiement.

L'arrêté préfectoral autorisant le remblaiement ne pourra être délivré qu'une fois la modification du PLU approuvée et le dossier validé par les services de la préfecture.

Par conséquent il est nécessaire de procéder à une modification simplifiée du PLU de la commune déléguée de Macot la Plagne **afin d'adapter la zone « NCa » du règlement graphique du PLU, ainsi que sur le règlement écrit afférent à ce secteur.**

1.2. La procédure de modification simplifiée

L'objet de la modification exprimé ci-dessus ne rentre pas dans le cadre d'une révision du PLU. En effet, il ne nécessite pas :

- De changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- De réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- De réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- D'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- De créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

De plus, le projet de modification ici présenté n'est pas soumis à enquête publique, et peut être adopté selon une procédure simplifiée, car il ne permet pas :

- de majorer de plus de 20% les possibilités de construire résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- de diminuer ces possibilités de construire,
- de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser

Par conséquent, il s'agira ici de mettre en œuvre **une procédure de modification simplifiée**.

La procédure de modification simplifiée du PLU se décompose **en plusieurs étapes** :

1. Engagement de la procédure par un arrêté du Maire,
2. Elaboration du dossier de modification : notice et modification des pièces du PLU,
3. Elaboration du dossier de cas par cas ad hoc pour déterminer l'éventuelle nécessité de réaliser une évaluation environnementale,
4. Saisine de la MRAe (Autorité environnementale) pour avis sur le cas par cas (2 mois),
5. Notification du projet de modification du PLU aux personnes publiques associées (PPA),
6. Mise à disposition du public pendant un mois,
7. Approbation du dossier de modification simplifiée du PLU en conseil municipal par délibération.

1.3. Les pièces composant le dossier de modification simplifiée du PLU

Le présent dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune déléguée de Macot la Plagne est composé des pièces suivantes :

- La notice de présentation exposant et justifiant les évolutions apportées dans le cadre de la procédure. Cette notice constitue une annexe du rapport de présentation du PLU.
- Le règlement graphique modifié ;
- Le règlement écrit modifié.

2. LES EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES DU PLU

Légende des modifications :

~~En rouge~~ : dispositions supprimées

En jaune : dispositions ajoutées

2.1. Modification du règlement écrit de la zone NCa

Le secteur concerné par la présente modification simplifiée n°1 du PLU de Macot-la-Plagne correspond à l'unique secteur « NCa » identifié au règlement.

L'ensemble des évolutions réglementaires dans ce cadre portent sur les dispositions applicables au « secteur d'exploitation de carrière » NCa au sein du règlement écrit.

Les autres zones du PLU ne sont pas modifiées.

Afin de permettre la remise en état du site de la carrière au sein du secteur NCa, des changements ont été effectués afin d'introduire de nouvelles règles.

- Modification des dispositions applicables à la zone NCa :

Règlement écrit avant modification	Règlement écrit après modification
<u>1-NCa DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE</u>	<u>1-NCa DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE</u>
<p>a) Destination et sous-destinations des constructions</p> <p>Sont autorisées les constructions à destination de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Equipements d'intérêt collectif et services publics :- locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés- Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire :- industrie	<p>a) Destination et sous-destinations des constructions</p> <p>Sont exclusivement autorisés en zone Nca :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les installations et équipements liés aux travaux d'exploitation de la carrière et au stockage des matériaux traités ;- Dans le cadre de la remise en état, le remblayage aux moyens de déchets inertes extérieurs au site.
<p>b) Sous réserve d'interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>Industrie</u> : Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation des carrières et au traitement des matériaux d'extraction sont autorisées.- <u>Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés</u> à	<p>b) Sous réserve d'interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols</p> <p>Sans objet</p>

<p>condition d'être compatibles avec les caractéristiques de la zone.</p>	
<p>2- NCA CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE</p> <p>Pour les secteurs de forêt urbaine d'altitude au titre des articles L151-23 et R151-43 (5°) du code de l'urbanisme sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le défrichement des espèces exotiques envahissantes : renouée asiatique, robinier, ailanthe... ; ➤ les travaux qui contribuent à les préserver, ou qu'ils soient nécessaires aux réseaux d'eau potable, d'assainissement des eaux usées ou pluviales ainsi qu'au réseau électrique ; ➤ Tous travaux doivent faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de la collectivité compétente (déclaration préalable pour travaux, installations et aménagements au titre du Code de l'urbanisme). <p>Les équipements d'intérêt collectif et services publics ne sont pas réglementés.</p>	<p>2- NCA CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE</p> <p>Pour les secteurs de forêt urbaine d'altitude au titre des articles L151-23 et R151-43 (5°) du code de l'urbanisme sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le défrichement des espèces exotiques envahissantes : renouée asiatique, robinier, ailanthe... ; ➤ les travaux qui contribuent à les préserver, ou qu'ils soient nécessaires aux réseaux d'eau potable, d'assainissement des eaux usées ou pluviales ainsi qu'au réseau électrique ; ➤ Tous travaux doivent faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de la collectivité compétente (déclaration préalable pour travaux, installations et aménagements au titre du Code de l'urbanisme). <p>Les équipements d'intérêt collectif et services publics ne sont pas réglementés.</p>
<p>3-NCA EQUIPEMENTS ET RESEAUX</p> <p><i>Toutes extensions de réseaux seront à la charge du pétitionnaire.</i></p> <p>Eau potable</p> <p>Toute construction ou installation ou aménagement par changement de destination qui requiert une alimentation en eau potable, doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable par un dispositif de capacités suffisantes. Toutes les obligations réglementaires vis à vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.</p> <p>En cas d'impossibilité, l'utilisation de ressources en eau autres que celles provenant du réseau public (puisage, pompage, captage) peut être admise en fonction des données locales et pour le seul usage agricole, à l'exclusion des usages sanitaires, agroalimentaires et de l'alimentation humaine. L'arrêté préfectoral de protection des sources s'impose au PLU.</p> <p>Les équipements d'intérêt collectif et services publics ne sont pas réglementés.</p> <p>Eaux usées et pluviales</p>	<p>3-NCA EQUIPEMENTS ET RESEAUX</p> <p><i>Toutes extensions de réseaux seront à la charge du pétitionnaire.</i></p> <p>Eau potable</p> <p>Toute construction ou installation ou aménagement par changement de destination qui requiert une alimentation en eau potable, doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable par un dispositif de capacités suffisantes. Toutes les obligations réglementaires vis à vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.</p> <p>En cas d'impossibilité, l'utilisation de ressources en eau autres que celles provenant du réseau public (puisage, pompage, captage) peut être admise en fonction des données locales et pour le seul usage agricole, à l'exclusion des usages sanitaires, agroalimentaires et de l'alimentation humaine. L'arrêté préfectoral de protection des sources s'impose au PLU.</p> <p>Les équipements d'intérêt collectif et services publics ne sont pas réglementés.</p> <p>Eaux usées et pluviales</p>

Toute construction, installation nouvelle ou aménagement par changement d'affectation, engendrant un rejet d'eaux usées, doit être muni d'un système d'assainissement séparatif eaux usées - eaux pluviales, et être raccordé aux réseaux publics d'assainissement quand ils existent. Toutes les obligations réglementaires vis à vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites. En cas d'impossibilité technique, se référer au SPANC.

Les équipements d'intérêt collectif et services publics ne sont pas réglementés.

Electricité, télécommunications.

Les réseaux devront être réalisés en souterrain.

Les équipements d'intérêt collectif et services publics ne sont pas réglementés.

Déchets.

Aucun équipement pour la gestion des déchets ne sera mis en place.

La gestion des déchets des activités de carrière est de la responsabilité exclusive des exploitants.

Les équipements d'intérêt collectif et services publics ne sont pas réglementés.

Toute construction, installation nouvelle ou aménagement par changement d'affectation, engendrant un rejet d'eaux usées, doit être muni d'un système d'assainissement séparatif eaux usées - eaux pluviales, et être raccordé aux réseaux publics d'assainissement quand ils existent. Toutes les obligations réglementaires vis à vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites. En cas d'impossibilité technique, se référer au SPANC.

~~Les équipements d'intérêt collectif et services publics ne sont pas réglementés.~~

Electricité, télécommunications

Les réseaux devront être réalisés en souterrain.

~~Les équipements d'intérêt collectif et services publics ne sont pas réglementés.~~

Déchets.

~~Aucun équipement pour la gestion des déchets ne sera mis en place.~~

~~La gestion des déchets des activités de carrière est de la responsabilité exclusive des exploitants.~~

~~Les équipements d'intérêt collectif et services publics ne sont pas réglementés.~~

- Règlement de la zone NCa après modification :

ZONE NCa

Caractéristiques de la zone

Zone naturelle destinée à l'exploitation de carrière.

1-NCA DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

a) DESTINATION ET SOUS-DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS

Sont exclusivement autorisés en zone Nca :

- Les installations et équipements liés aux travaux d'exploitation de la carrière et au stockage des matériaux traités ;
- Dans le cadre de la remise en état, le remblayage aux moyens de déchets inertes extérieurs au site.

b) SOUS RESERVE D'INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS

Sans objet

c) INTERDICTIONS ET LIMITATIONS

- Pour les secteurs de forêt urbaine d'altitude au titre des articles L151-23 et R151-43 (5°) du code de l'urbanisme sont interdits :
 - le défrichement sauf pour les travaux autorisés ;
 - les coupes rases sauf pour les travaux autorisés ;
 - la plantation de boisements exogènes

2-NCA CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Pour les secteurs de de forêt urbaine d'altitude au titre des articles L151-23 et R151-43 (5°) du code de l'urbanisme sont autorisés :

- le défrichement des espèces exotiques envahissantes : renouée asiatique, robinier, ailanthe... ;
- les travaux qui contribuent à les préserver, ou qu'ils soient nécessaires aux réseaux d'eau potable, d'assainissement des eaux usées ou pluviales ainsi qu'au réseau électrique ;
- Tous travaux doivent faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de la collectivité compétente (déclaration préalable pour travaux, installations et aménagements au titre du Code de l'urbanisme).

3-NCA EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Toutes extensions de réseaux seront à la charge du pétitionnaire.

Eau potable

Toute construction ou installation ou aménagement par changement de destination qui requiert une alimentation en eau potable, doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable par un dispositif de capacités suffisantes. Toutes les obligations réglementaires vis à vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

En cas d'impossibilité, l'utilisation de ressources en eau autres que celles provenant du réseau public (puissage, pompage, captage) peut être admise en fonction des données locales et pour le seul usage agricole, à l'exclusion des usages sanitaires, agroalimentaires et de l'alimentation humaine. L'arrêté préfectoral de protection des sources s'impose au PLU.

Eaux usées et pluviales

Toute construction, installation nouvelle ou aménagement par changement d'affectation, engendrant un rejet d'eaux usées, doit être muni d'un système d'assainissement séparatif eaux usées - eaux pluviales, et être raccordé aux réseaux publics d'assainissement quand ils existent. Toutes les obligations réglementaires vis à vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites. En cas d'impossibilité technique, se référer au SPANC.

Electricité, télécommunications

Les réseaux devront être réalisés en souterrain.

2.2. Modification du règlement graphique de la zone NCa

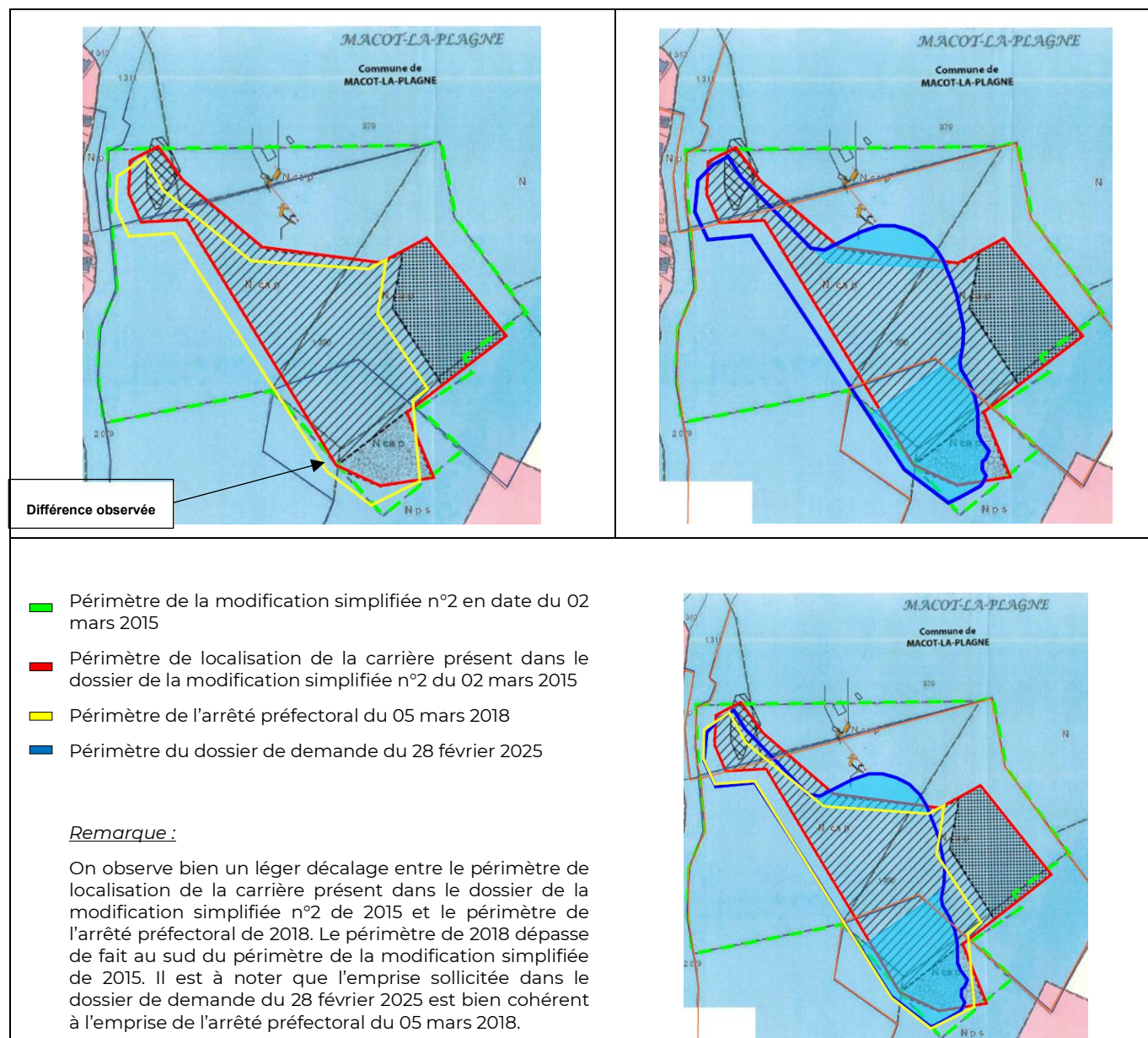
Changement d'emprise de la zone Nca

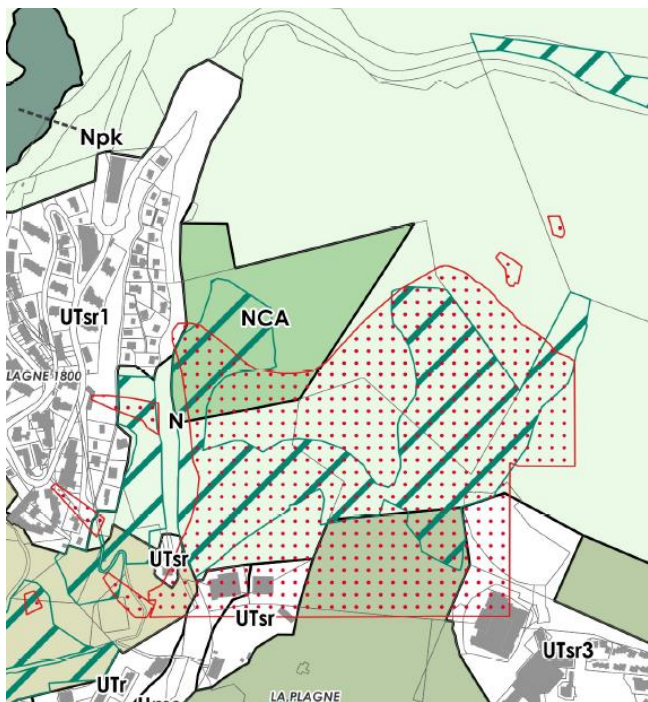
Dans le cadre de la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune déléguée de Macot la Plagne, le périmètre de la zone Nca fait l'objet d'un ajustement afin **d'intégrer le périmètre des parcelles concernées par l'exploitation de la carrière**. Cette modification du zonage a pour objectif de permettre la mise en œuvre du projet de remblaiement, déposée auprès des services de l'Etat le 28/02/2025 et qui poursuit les objectifs suivants :

- Mettre le site en sécurité de façon pérenne,
- Favoriser l'intégration paysagère de la carrière en recréant le profil topographique initial du terrain et en reconstituant l'état naturel boisé d'avant exploitation,
- Proposer un site d'accueil pour les déchets inertes issus des chantiers locaux de terrassement,

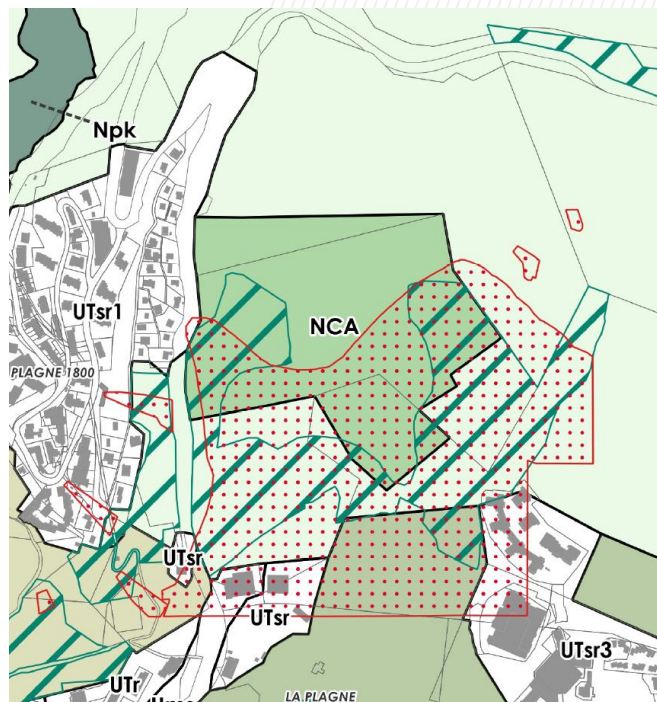
Dans cette optique et afin de reprendre le périmètre des parcelles concernée par l'exploitation de la carrière, le périmètre de la zone Nca sera basé sur le **périmètre approuvé dans la modification simplifiée n°2 en date du 02 mars 2015**.

Il est néanmoins à noter qu'après analyse il s'est avéré qu'il existe dans la modification simplifiée n°2 du 2015 **un problème de calage parcellaire**. Ce décalage est explicité dans les figures ci-dessous. Le périmètre de la zone Nca qui concerne cette présente modification est donc conforme à la modification simplifiée de 2015 recalée au niveau du parcellaire.





Zone NCa au règlement graphique du PLU avant
modification simplifiée n°1



Zone NCa au règlement graphique du PLU après
modification simplifiée n°1

3. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

3.1. Compatibilité avec le SCoT Tarentaise-Vanoise

Le SCoT Tarentaise-Vanoise a été approuvé le 14 décembre 2017. Le projet d'adaptation des règlements graphique et écrit du PLU de Macot-la-Plagne dans le cadre de la remise en état de la carrière, est compatible avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du SCoT Tarentaise-Vanoise. D'autant plus que le projet de modification de la remise en état de la carrière a pour but, entre autres, de proposer un site de traitement pour les déblais inertes des chantiers locaux de terrassement :

AXE 4 : Un mode de fonctionnement durable pour la Tarentaise

4.3. Gérer durablement les ressources et réduire les nuisances

4.3.5. Gérer les déchets

« Créer des nouvelles Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) pour une gestion au plus proche des secteurs générateurs. Ceci concerne plus particulièrement les secteurs de Moûtiers, Bourg-Saint-Maurice et Tignes / Val d'Isère, suite au manque observé. »

3.2. Compatibilité avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027

La commune de La Plagne Tarentaise est située dans le périmètre du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Rhône-Méditerranée, dans le territoire Isère-Drôme, approuvé par arrêté préfectoral du 21 mars 2022.

Le SDAGE fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques à l'échelle du bassin ainsi que les objectifs de qualité des eaux à atteindre d'ici à 2027. Il décrit 9 orientations fondamentales qui répondent aux objectifs environnementaux de préservation et de restauration de la qualité des milieux, de réduction des émissions de substances dangereuses, de maîtrise du risque d'inondation, de préservation des zones humides et de gouvernance de l'eau. Ces orientations se déclinent elles-mêmes en dispositions avec lesquelles le projet doit être compatible.

Les objectifs environnementaux à atteindre pour la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau sont :

Objectifs du SDAGE
L'atteinte du bon état des masses d'eau
La non-dégradation de l'état des masses d'eau superficielle et souterraine et la prévention et limitation de l'introduction de polluants dans les eaux souterraines
Le respect des objectifs des zones protégées (faisant l'objet d'engagements au titre d'autres directives) : captages d'eau potable, zones de production conchylicole, sites de baignade, sites Natura 2000, zones vulnérables et sensibles
La réduction ou la suppression des rejets, émissions et pertes de substances prioritaires
L'inversion des tendances à la dégradation de l'état des eaux souterraines

La modification simplifiée ne viendra pas impacter la ressource en eau sur le territoire. Le projet ne concerne pas un développement dans une zone de risque ou d'aléa relatif à la ressource en eau susceptible de se accentuer avec le changement climatique. Le projet ne vient pas impacter le fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le projet intègre les objectifs d'atteinte et de préservation du bon état des masses d'eau portés par le SDAGE 2022-2027 et ne s'y oppose pas.

3.3. Prise en compte du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes

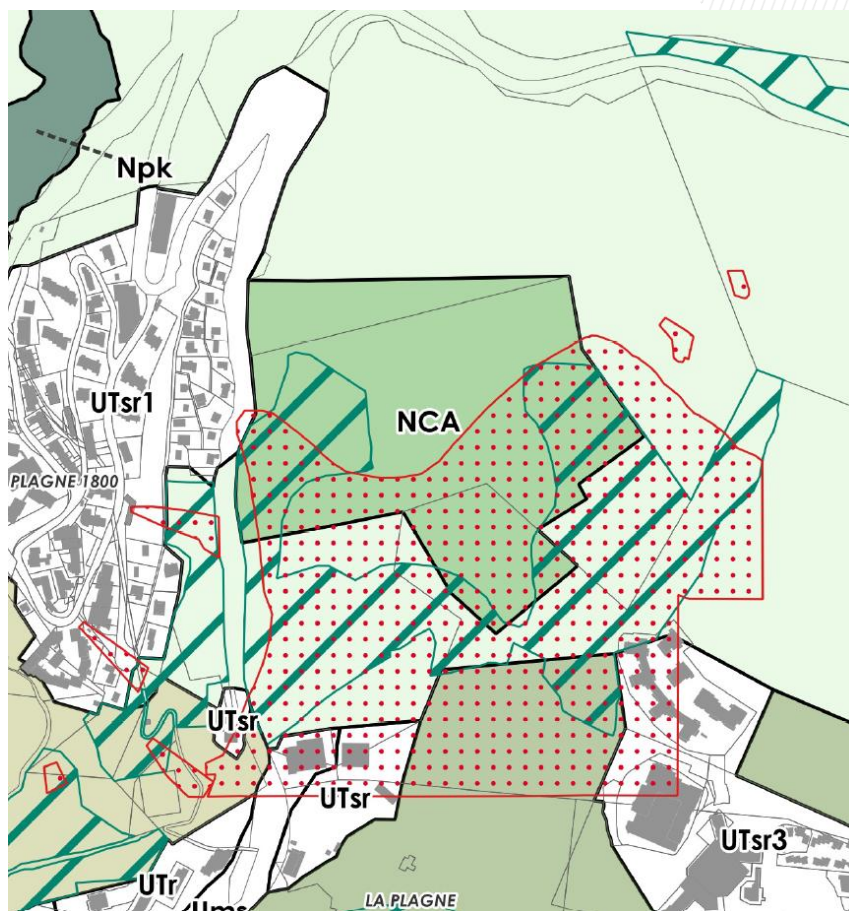
Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le SRADDET est composé d'un rapport d'objectifs (61 objectifs opérationnels), d'un fascicule de règles avec un tome de règles générales (43 règles) et un tome de règles spécifique pour le volet déchets, et de plusieurs annexes (état des lieux du territoire, annexe biodiversité et atlas cartographique, PRPGD, évaluation environnementale).

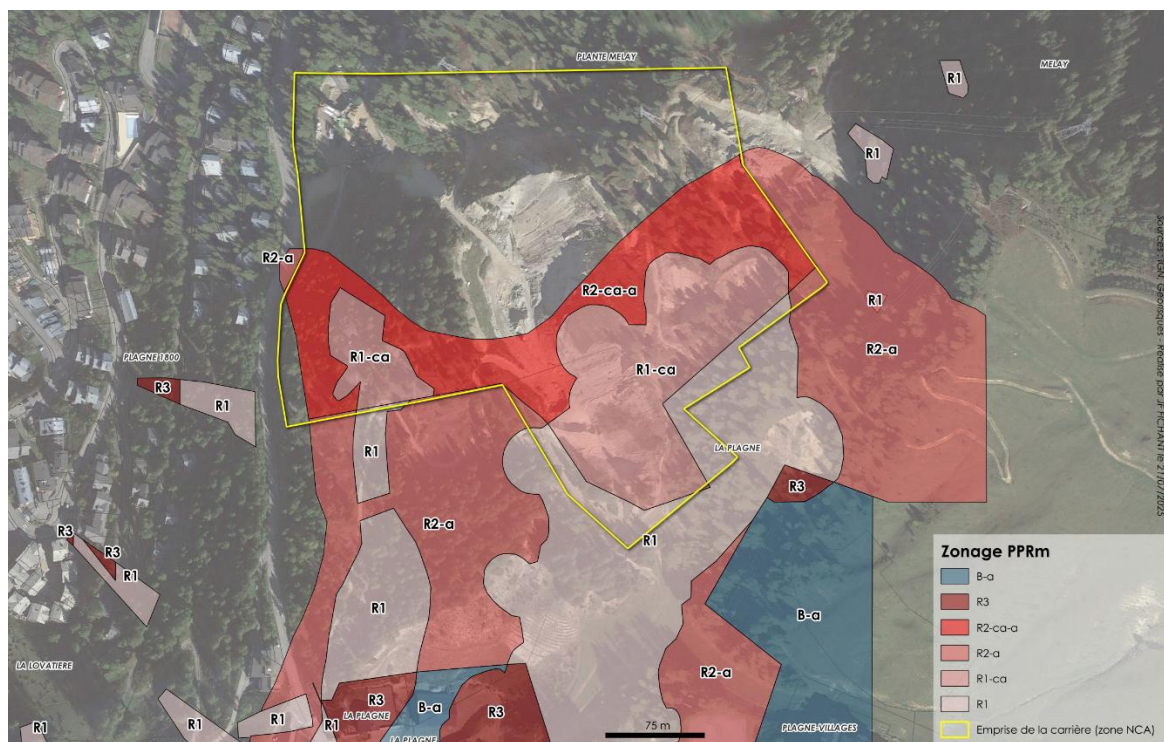
Le SRADDET vient se substituer à compter de son approbation aux schémas préexistants suivants : schéma régional climat air énergie (SRCAE), schéma régional de l'intermodalité, plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

Le projet de remise en état de la carrière prend en compte les objectifs régionaux fixés par le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes. De plus, le Schéma Régional des Carrières, avec lequel le projet doit être compatible, prend en compte le SRADDET.

3.4. Conformité au Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRm)



Zone NCa au règlement graphique du PLU après modification simplifiée n°



Zonage réglementaire du PPRm de Macot-la-Plagne

La zone NCa est impactée par les secteurs R1 et R2-a du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRm) :

- La zone R1 recouvre :
 - Toutes les zones naturelles non bâties concernées par, à minima, un aléa de type « effondrement localisé » (quel que soit le niveau) ;
 - Ainsi que les zones naturelles affectées, à minima, par un aléa glissement.
- La zone R2 caractérise les zones naturelles non bâties concernées par un aléa de type affaissement ou tassement. Le périmètre de la zone NCa définie au règlement graphique du PLU est concerné par un indicage « a » : l'aléa qui la concerne est donc l'affaissement.

Sous-Chapitre II.1.1 : Dispositions applicables en zone R1

Article II.1.1.1 – Dispositions régissant les projets nouveaux

II.1.1.1.1 – Interdictions

Tout projet nouveau est interdit à l'exception de ceux mentionnés à l'article II.1.1.1.2. ci-après.

II.1.1.1.2- Autorisations

II.1.1.1.2.1 - Autorisations sans conditions

Sont admis :

- les clôtures ;
- la construction d'annexe non habitable (sauf les piscines) dans la limite d'une emprise au sol inférieure à 20 m² et sans étage, tels que les garages, les abris de jardin. Les constructions pourront être réalisées en une ou plusieurs fois à compter de la date d'approbation du PPRM et sous réserve du respect de la limite des 20 m² ;
- les travaux d'exhaussement et de remodelage de terrain, sauf dans les zones spécifiques d'échauffement indicées « f ».

II.1.1.1.2.2 - Autorisations sous conditions

Sont admis :

- la réalisation de tous réseaux secs (gaz, internet, fibre optique,...), sous réserve qu'ils ne puissent être implantés en d'autres lieux ;
- la réalisation de tous réseaux humides (eaux usées, eaux pluviales, adduction d'eau potable..), sous réserve qu'ils ne puissent être implantés en d'autres lieux et sous réserve de la mise en oeuvre de raccords souples et déformables.

Article II.1.1.3. Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation en zone rouge R1

Sont interdits :

- les créations de zone de stationnement de caravanes, résidences mobiles ou bâtiments modulaires et de zone de parking ;
- les créations d'aire de jeux, de zone de loisirs et de terrains sportifs ;
- les rejets d'eau dans le sol (notamment dans un puisard, un puits, un effondrement, une fracture ouverte du massif rocheux, etc) ;
- spécifiquement en zone indicée f d'aléa « échauffement » l'usage de tous feux, barbecue ;
- les affouillements du sol non liés aux projets autorisés, sauf spécifiquement en zone R1ca où l'exploitation de carrière est autorisée.

Article II.1.1.4. - Prescriptions particulières en zone R1

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet tel qu'autorisé à l'article II.1.1.2.2.2 du chapitre II doit respecter les objectifs de performance suivants :

- la stabilité d'ensemble de l'ouvrage à la survenance d'un fontis d'un diamètre maximum de 10m,
- le maintien de la sécurité de l'ensemble des utilisateurs en cas de survenance d'un fontis.

Par ailleurs, dans le cas d'un projet soumis à permis de construire et conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, celui-ci ne peut être autorisé qu'au regard des conclusions d'une étude à la charge du pétitionnaire vérifiant que les objectifs de performance cités ci-dessus sont respectés. Une attestation, établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception, doit être jointe à la demande du permis de construire.

Sous-Chapitre II.1.2 : Dispositions applicables en zone R2

Article II.1.2.1 - Dispositions régissant les projets nouveaux

II.1.2.1.1 – Interdictions

Tout projet nouveau est interdit à l'exception de ceux mentionnés à l'article II.1.2.1.2. ci-après.

II.1.2.1.2- Autorisations

II.1.2.1.2.1 - Autorisations sans conditions

Sont admis :

- les clôtures ;
- la construction d'annexe non habitable (sauf les piscines) dans la limite d'une emprise au sol inférieure à 20 m² et sans étage, tels que les garages, les abris de jardin. Les constructions pourront être réalisées en une ou plusieurs fois à compter de la date d'approbation du PPRM et sous réserve du respect de la limite des 20 m² ;
- les travaux d'exhaussement et de remodelage de terrain, sauf dans les zones spécifiques d'échauffement indicées « f ».

II.1.2.1.2.2 - Autorisations sous conditions

A - Sont admis :

- la réalisation de tous réseaux secs (gaz, internet, fibre optique,...), sous réserve qu'ils ne puissent être implantés en d'autres lieux ;
- la réalisation de tous réseaux humides (eaux usées, eaux pluviales, adduction d'eau potable...), sous réserve qu'ils ne puissent être implantés en d'autres lieux et sous réserve de la mise en oeuvre de raccords souples et déformables ;
- la réalisation de voiries et d'infrastructures, notamment celles permettant d'accéder à des zones à risque nul, qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux.

B - Est admis sous réserve de la mise en oeuvre des prescriptions définies à l'article II.1.2.4 :

- la réalisation d'équipements liés aux remontées mécaniques sous réserve qu'ils ne puissent être implantés en d'autres lieux.

Article II.1.2.3. Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation en zone rouge R2

Sont interdits :

- les créations de zone de stationnement de caravanes, résidences mobiles ou bâtiments modulaires ;
- les créations de zone de parking, sauf en zone R2-a où elles sont autorisées ;
- les créations d'aire de jeux, de zone de loisirs et de terrains sportifs ;
- les rejets d'eau dans le sol (notamment dans un puisard, un puits, un effondrement, une fracture ouverte du massif rocheux, etc) ;
- spécifiquement en zone indicée f d'aléa « échauffement », l'usage de tous feux, barbecue ;
- les affouillements du sol non liés aux projets autorisés sauf spécifiquement en zone R2ca où l'exploitation de carrière est autorisée.

Article II.1.2.4. - Prescriptions particulières en zone R2

Zone R2-a

Tout projet tel qu'autorisé aux articles II.1.2.1.2.2.B et II.1.2.2.2.2 du chapitre II doit respecter les objectifs de performance suivants :

- la stabilité d'ensemble de l'ouvrage à la survenance d'une mise en pente de 6 %.
- le maintien de la sécurité de l'ensemble des utilisateurs en cas de survenance d'un affaissement.

Dans le cas d'un projet soumis à permis de construire et conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, celui-ci ne peut être autorisé qu'au regard des conclusions d'une étude à la charge du pétitionnaire vérifiant que les objectifs de performance cités ci-dessus sont respectés. Une attestation, établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception, doit être jointe à la demande du permis de construire.

⇒ **Le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Macot-la-Plagne est donc conforme aux prescriptions du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM).**